

RETROUVER L'UNIVERSITE

Une tribune par Pascal Durand (Faculté de Philosophie et Lettres, ULiège) et Nicolas Thirion (Faculté de Droit, de Science politique et de Criminologie, ULiège)

dans *La Libre Belgique*, 8 décembre 2021

Le Covid 19, facteur de crise sanitaire doublée d'une crise de la délibération politique, ferait presque oublier que les universités sont à la croisée des chemins. Voilà une formule souvent entendue, parfois discutée, avant de passer à autre chose. C'est que la réflexion sur toute question dont les effets sont à longue portée – comme il en va des politiques en matière d'éducation et de recherche – échappe pour beaucoup à l'intérêt de ceux qui gouvernent un mandat ou deux. L'agenda administratif est lourd ; l'agenda des décisions est versatile ; la programmation d'une politique universitaire rétablie sur ses principes ne coïncide pas avec ces rythmes.

À ce *trend* connu s'ajoute un affaiblissement des spécificités universitaires. Inflation bureaucratique, dislocation du métier d'enseignant-chercheur, utilitarisme à courte vue figurent parmi les symptômes du malaise qui ronge le paysage universitaire en général. Ces symptômes sont bien documentés : des ouvrages, des débats nourris, des colloques scientifiques, des rapports d'experts y ont été consacrés, sans qu'un pas de travers en ait résulté du côté des décideurs politiques et de leurs doublons en milieu académique. Mais les contradicteurs sont vite rangés parmi les esprits chagrins manquant de dévouement, ou bien parmi les Nimbus mal avertis des complexités d'un monde qui change.

Le monde n'arrête peut-être pas de changer. Le discours sur le monde qui change, lui, ne change pas. Que ce discours endorme des universitaires, spécialistes de la pensée critique, est un des étonnements que procure la vie académique. Qu'il les laisse largement désarmés, en apparence, est plus désolant.

L'ambiance sédatrice des réunions facultaires – chambres d'entérinement quasi mécanique de décisions prises dans des Conseils hérissés d'obscurs acronymes – fait au moins sentir que les universités sont en train de devenir le site de formation d'un nouvel *homo academicus* : ou bien accablé par les tâches administratives, et protestant de plus en plus faiblement, ou bien adhérent d'autant plus docilement à ces tâches, quitte à faire du zèle, qu'elles peuvent servir d'alibi.

La segmentation administrative, grosse de postes créant les besoins auxquels ils prétendent répondre, conforte la dislocation d'un système dont le passé est volontiers réécrit en sombre par extrapolation de travers ayant existé – arbitraire des nominations, népotisme, mandarinate, doctorats interminables, etc. – afin de mieux faire ressortir l'avenir rayonnant qui s'ouvre.

Cette inflation de la bureaucratie en régime réformiste néo-libéral – ganté de rhétorique de la bienveillance – est indissociable d'un affaiblissement du lien entre enseignement et recherche, qui est pourtant garant de l'exigence académique. Au nom d'une vision concurrentielle réductrice, on croit pouvoir attirer des chercheurs soucieux de maximiser leurs atouts, en concentrant leurs activités sur la publication d'articles dans des revues cotées, de préférence en *globish*. Afin d'aider ces jeunes pousses, il arrive qu'on les libère d'une partie de la corvée consistant à assurer un contingent d'heures de cours.

La recherche est confrontée elle-même, de plus en plus, à une injonction d'utilité directe qui conduit à deux conséquences regrettables au moins. Primat donné, d'une part, à la recherche appliquée sur la recherche fondamentale, et cela dans tous les domaines. Recul, d'autre part, des humanités et des sciences sociales, et donc aussi des moyens de recul dont celles-ci peuvent doter le citoyen par rapport à la marche du monde et du savoir.

Cette scission enseignement / recherche est rendue possible parce qu'elle est acceptée sans grande réaction par ceux qui la subissent, peu habitués qu'ils sont à se concerter politiquement et moins enclins encore, il est vrai, à plonger dans les méandres des décrets et plans de redéploiement. Les autorités ont, sous elles, des facultés où figurent des enseignants-chercheurs veillant à assurer leur mission dans des conditions de plus en plus décourageantes.

Ces autorités auront plus de fil à retordre quand, le recrutement se faisant selon les normes d'un marché non spécifique, des professeurs en voie de confirmation négocieront âprement leurs charges et émoluments, ou bien se tourneront vers d'autres univers professionnels plus porteurs. Les chances de jouer sur l'échiquier international avec Princeton, Berkeley, Maastricht ou Cambridge en seront réduites pour les universités provincialisées.

Le regretté Michel Serres, philosophe des sciences, le centenaire Edgar Morin, penseur de la complexité, l'ont fait valoir : il y a, dans toute crise, même à bas bruit, non seulement des défis à relever mais des opportunités à capter. « Là où croît le péril croît aussi ce qui sauve », écrivait le poète Hölderlin. Ici aussi, pour s'en tenir au seul cadre liégeois, les signaux sont contradictoires. Le Centre spatial de Liège, la création d'une chaire Unesco, l'inauguration des locaux de la Grand Poste, bijou de technologie au service de la formation des journalistes, sont à mettre à l'actif d'une université qui entend rester au diapason de la modernité avec les chances et les défis que celle-ci emporte.

Encore les outils ne valent-ils que ce que valent les ouvriers. Passion du savoir et de sa transmission, capacité d'entrevoir des solutions par extrapolation d'une méthode et d'une créativité, curiosité capable de conférer actualité à toute idée ou tout objet même venus du plus lointain passé, haute idée du service public et de son rôle final dans la validation des diplômes : c'est sur de telles compétences qu'un renouveau universitaire doit tabler, bien plus que sur une désarmante flexibilité aux intérêts d'un marché à courte vue. Ces compétences ne se mesurent pas et elles se dépensent sans compter.

La politique du pire n'est pas une politique ; elle est un quiétisme, un cadeau que la résignation fait aux logiques oppressives. L'adhésion sans faille aux exigences de la pensée et de la recherche ne suffit pas à garantir le maintien de ces exigences. Et si la tour d'ivoire dans laquelle les gens de science aiment à s'enfermer doit être protégée contre les flots qui viennent battre ses murailles, il y a des efforts à consentir, des projets à porter, des responsabilités à prendre.

C'est dire qu'il y a du côté des membres du personnel académique et scientifique attachés aux missions fondamentales de l'université – plus nombreux qu'on ne le croit et qu'ils ne se croient eux-mêmes – un potentiel de résistance et de reconquête sur lequel un renouveau pourrait s'appuyer, à travers un effort de mobilisation collective.

Appel est donc lancé pour que chacun prenne conscience de la situation où nos Alma Mater sont entrées et de l'état dans lequel celles-ci pourraient se trouver à moyen terme. Cet appel sera-t-il entendu ? Le voilà, en tout cas, formulé.